



STOP

à l'impunité des multinationales



Du 11 au 19 octobre se tiendra la semaine mondiale d'actions contre l'impunité des multinationales. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre de la campagne européenne *Stop à l'impunité des multinationales* (présentation ci-après). En France, Attac entend mener des dizaines d'actions les 12 et 13 octobre pour dénoncer l'impunité dont jouissent les multinationales et mettre les plus nocives d'entre elles « hors service » (présentation des actions p.5).

Ces actions seront une première étape avant l'organisation d'actions de blocage d'envergure à l'occasion du Black Friday le 29 novembre.



SOMMAIRE Introduction **p.1** /// La campagne européenne **p.3** /// La pétition **p.4** /// Les négociations internationales **p.4** /// Les actions organisées en France **p.5** /// Les actions organisées ailleurs en Europe **p.6** /// Les supports de campagne **p.7** /// Les liens utiles **p.8** /// Les porte-paroles **p.8**



En France, 42 organisations sont membres de cette campagne.



DES DROITS POUR
LES PEUPLES

DES RÈGLES POUR
LES MULTINATIONALES

Campagne européenne « Stop à l'impunité des multinationales ! Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales »

Devenues de très puissants acteurs économiques et financiers, aidées de gouvernements qui agissent comme leurs obligés, **les multinationales disposent de droits et de pouvoirs étendus, tant sur nos vies que sur la planète**.

Plus de 3 400 traités protègent les activités des multinationales tandis qu'aucun texte international juridiquement contraignant ne garantit qu'elles respectent les droits humains et de l'environnement, ni ne garantit l'accès à la justice pour les populations victimes de leurs agissements.

Comment les désarmer ? La campagne *Des droits pour les populations, des règles pour les multinationales* vise à passer la vitesse supérieure : il est temps, et il est possible, de réduire les pouvoirs des multinationales et d'en redonner aux populations et aux pouvoirs publics. Ne serait-ce que parce que les dispositifs de règlement des différends entre investisseurs et États (en anglais *Investor-State dispute settlement*, ISDS) sont déjà très largement délégitimés aux yeux de l'opinion publique.

Construite autour d'une pétition européenne visant à recueillir plusieurs centaines de milliers de signatures cette campagne est sans doute **l'une des campagnes coordonnées de dimension européenne les plus larges**, tant en termes d'organisations impliquées que du point de vue du nombre de personnes qu'il est possible de toucher. Loin de se limiter à la pétition, cette campagne vise également à permettre

à chaque organisation et à chaque collectif citoyen de s'impliquer à son échelle et à sa mesure : actions de désobéissance civile et de rue, sensibilisation et éducation populaire, plaidoyer, etc. **Pour faire refluer le pouvoir des multinationales et reprendre notre avenir en main.**

Chiffres clés de la campagne

- **200** organisations européennes
- **42** organisations françaises
- **3 400** traités protègent les investissements des multinationales
- **0** traité ne garantit qu'elle respectent les droits humains et l'environnement
- **11 au 19 octobre** semaine mondiale d'actions contre l'impunité des multinationales
- **12 et 13 octobre** dizaines d'actions organisées par Attac en France
- **29 novembre** « black friday » - vendredi noir pour Amazon
- **plus de 600 000 personnes** ont signé la pétition

« Le pouvoir des multinationales sur nos vies et notre avenir n'a jamais été aussi grand. Il faut un sursaut politique conduisant à plus de régulations. L'impunité avec laquelle évoluent ces multinationales doit être démantelée, et laisser place à un droit national et international qui fasse primer le droit des populations et le droit de l'environnement sur le business as usual »



Aurélie Trouvé,
porte-parole d'Attac France

La pétition

Depuis le 22 janvier 2019, une pétition européenne demande aux dirigeants européens de mettre fin au système de justice d'exception dont bénéficient les entreprises multinationales et d'introduire des réglementations contraignantes pour qu'elles respectent les droits humains et l'environnement.

The image shows a screenshot of a petition page on the European Petition Platform. The title is 'Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales'. Below the title, it addresses 'Aux Présidents de la Commission européenne et du Conseil de l'UE, aux représentants des Etats membres et aux parlementaires européens.' The petition text reads: 'Signez l'initiative européenne' followed by a quote: 'Les accords de commerce et d'investissement confèrent aujourd'hui aux entreprises multinationales des droits exorbitants et leur donnent accès à un système de justice parallèle pour les protéger.' To the right, it shows '629 588 participants' with a progress bar and a text input field labeled 'Nom complet'.

Des négociations internationales à Vienne et Genève.

À la mi-octobre, les représentants des gouvernements et de l'Union Européenne se retrouveront à deux endroits différents, Vienne et Genève, et négocieront des textes qui auront un grand impact sur le pouvoir des multinationales dans le futur.

À Vienne, l'UE et les États membres risquent de pousser pour renforcer et pérenniser le système de justice parallèle dont bénéficient les multinationales (mécanismes de type ISDS), par la création d'une cour multilatérale d'investissements permettant aux multinationales d'attaquer les États. Cette cour donnerait une nouvelle jeunesse à l'ISDS – un système dangereux pour les droits humains, le climat et... les budgets publics !

À Genève, l'UE et les États membres risquent de rester silencieux, et de ne pas soutenir le projet de traité contraignant sur les entreprises multinationales responsables de violations des droits humains et de l'environnement dans leur chaîne de production.

Si cela se concrétise, nous pourrions donc assister, la même semaine, au renforcement du pouvoir des multinationales (à Vienne) et au refus de soutenir une initiative visant à mettre fin à leur impunité (à Genève).

Nos demandes pour la semaine d'action du 11 au 19 octobre

- **Mettre fin aux tribunaux d'arbitrage :** des tribunaux privés pour multinationales? Une Cour mondiale permanente, à sens unique, permettant uniquement aux multinationales d'attaquer les États? Ceci est inacceptable. Alors que les gouvernements seront réunis à Vienne, nous leur enverrons un message fort.

- **Mettre fin à l'impunité :** les entreprises multinationales sont rarement poursuivies lorsque des crimes sont commis dans leur chaîne de production par leurs filiales ou leurs sous-traitants. Des communautés entières sont déplacées ou détruites, la terre dévastée, et des défenseurs des droits et de l'environnement assassinés. Mais les multinationales répondent souvent: «aucun lien avec nous!», alors même qu'elles profitent en bout de chaîne.

- **Exiger des règles strictes pour les multinationales :** Nous avons besoin de nouvelles règles, au niveau national, européen et international. Les négociations à l'ONU sur un traité contraignant sont un espoir. Pendant la semaine d'action, le contenu du traité sera négocié à Genève. Des militant-e-s et représentant-e-s de communautés du monde entier seront présent-e-s, et des actions de soutien organisées partout dans le monde.

Les actions organisées en France



Carte des actions hors service

En France, Attac prépare l'organisation de dizaines d'actions un peu partout sur le territoire avec un mode d'action commun : la mise hors-service des multinationales.

D'une part, des actions collectives à l'initiative des comités locaux d'Attac, en partenariat avec des organisations membres de la campagne seront organisées le 12 et 13 octobre notamment à Lille, Paris et Marseille.

Elles viseront quelques unes des pires multinationales afin de mettre en évidence leurs méfaits et leur impunité, et ainsi faire pression sur les États pour qu'ils prennent des mesures contraignantes.

D'autre part, des actions individuelles seront organisées. Le principe est simple : mettre symboliquement « hors service » les multinationales en collant des affiches :

- > sur les distributeurs de billets de BNP-Paribas, une des pires banques du monde ;
- > sur les pompes à essence de Total, pétrolier pollueur multirécidiviste ;
- > sur les « lockers » d'Amazon, le géant du e-commerce prêt à tout détruire pour vendre ses produits.

Toutes les cibles sont répertoriées [sur ce lien](#).

Hors service

DANGEREUX POUR VOUS ET POUR LA PLANÈTE

En savoir plus : frama.link/hs
01 56 06 43 79 - #HorsService

Ces affiches renvoient à un répondeur téléphonique et à un site internet qui précisent le contexte, les revendications et les suites à mener dans le cadre de cette campagne. Déjà plus de 600 personnes ont commandé des kits pour passer à l'action.

« Tant que les États laisseront les multinationales échapper aux impôts et détruire la planète en toute impunité, les citoyens ne s multiplieront les actions pour mettre les multinationales comme Bayer-Monsanto, Amazon, Total ou BNP-Paribas hors d'état de nuire »



Raphaël Pradeau,
porte-parole d'Attac France

**PLUS DE 3400 ACCORDS
ET TRAITÉS PROTÈGENT
LES INVESTISSEMENTS
DES MULTINATIONALES.**

**AUCUN INSTRUMENT
JURIDIQUE NE LES OBLIGE
À RESPECTER
LES DROITS HUMAINS
ET L'ENVIRONNEMENT.**

Les actions en Europe

I. Un itinéraire en bus de Francfort à Vienne, en passant par Genève

Attac Allemagne et Attac Autriche ont rassemblé plusieurs partenaires de la campagne européenne afin de mener à bien un itinéraire en bus (Bus tour) **entre Francfort et Vienne du 12 au 18 octobre.**

Ce bus, aux couleurs des organisations de la campagne Des droits pour les peuples, des règles-pour-les-multinationales, fera un certain nombre d'étapes qui seront l'occasion d'actions symboliques et de réunions publiques, le tout pour encourager le public à signer la pétition de la campagne.

Il s'arrêtera à Genève les 12 et 13 octobre

À cette occasion, des communautés affectées par les cas d'ISDS seront amenées à témoigner de l'action délétaire des multinationales qui profitent de l'impunité que leur octroie ce système de justice privée parallèle. Des saynètes mettront en scène ces simulacres de justice (les procès des États par les multinationales).

À Vienne, le 18 octobre

L'action consistera à écraser symboliquement les tribunaux d'arbitrage avec un marteau géant. L'idée est de représenter l'architecture de l'impunité qui permet

aux multinationales, non seulement de ne jamais être inquiétées pour leurs violations des droits humains ou leurs atteintes à l'environnement mais en outre d'être « dédommagées » par les États (c'est-à-dire par les contribuables) lorsque des législations démocratiquement obtenues vont à l'encontre de leurs intérêts. La seule façon d'« écraser » les tribunaux d'arbitrage est d'empêcher qu'aboutissent les négociations à Vienne et de faire en sorte que se concluent les négociations pour un traité onusien contraignant sur les multinationales.

Toutes les informations sur ce tour en bus : <http://www.attac.de/kampagnen/menschenrechte-vor-profit/tour-of-action-geneva-vienna/>

II. Une semaine d'actions à Genève

Une manifestation européenne sera organisée à Genève samedi 12 octobre à 14h, à la veille de l'ouverture de la session de négociations à Genève

Des actions et conférences publiques sont organisées toute la semaine à Genève : plus d'infos, en vous rendant sur le site de la campagne internationale **«Démanteler le pouvoir des multinationales».**

« Les multinationales sont devenues si puissantes qu'elles sont quasiment intouchables. De Genève à Vienne, en passant par de très nombreuses villes en Europe, les organisations engagées dans la campagne « Stop impunité » réclament des règles contraignantes pour les multinationales et des droits pour les populations »



Maxime Combes,
porte-parole d'Attac France

Les supports de campagne



Fiches d'analyse sur Amazon, Bayer-Monsanto, BNP Paribas et Total



Faux bons de réduction : Total, Amazon, Bayer-Monsanto, BNP Paribas



Tract



Petit guide pour comprendre et combattre l'impunité des multinationales



dossier spécial sur Amazon dans le journal Lignes d'Attac



Pour toute question merci de contacter Alexis Chaussalet

responsable des relations médias pour Attac France : medias@attac.org / 06 75 44 81 62 / france.attac.org



Les liens utiles

- Le site de la coalition française : <https://stop-impunite.fr/Signez-maintenant>
 - Le site de la coalition européenne : <https://stopisds.org/>
 - La rubrique « Stop impunité » du site d'Attac France : <https://france.attac.org/se-mobiliser/stop-impunite/>
 - Note : *Pourquoi avons-nous besoin d'un Traité international contraignant sur les entreprises transnationales et les droits humains ?* <https://attac.org/l/traiteonu>
 - Appel international *L'accord de partenariat entre le Forum économique mondial (FEM) et l'ONU est une menace dangereuse pour le système onusien* : <https://france.attac.org/se-mobiliser/stop-impunite/article/la-gouvernance-globale-sous-l-emprise-des-entreprises-l-accord-de-partenariat> et <https://attac.org/l/femonu>
 - Le programme des mobilisations prévues à Genève : <https://www.stopcorporateimpunity.org/save-the-date-semaine-de-mobilisation-des-peuples-12-19-octobre-2019/?lang=fr> et <https://attac.org/l/geneve>
- 

Contact - ressources

- Raphaël Pradeau, porte-parole d'Attac France, 06 14 98 52 60 - raphaelpradeau@attac.org
 - Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France, 06 17 17 50 87 - aurelietrouve@attac.org
 - Maxime Combes, porte-parole d'Attac France, 06 24 51 29 44 - maximecombes@attac.org
 - Annick Coupé, secrétaire générale d'Attac France, 06 70 51 39 57 - a.coupe@attac.org
 - Carole Peychaud, spécialiste du suivi des négociations pour un traité contraignant sur l'activité des multinationales pour Attac France, 06 24 67 53 88
 - Sophia Gallo, les Amis de la Terre, 06 11 28 39 87 - sophia.gallo@amisdelaterre.org - spécialiste du devoir de vigilance
 - Juliette Renaud, les Amis de la Terre, 06 43 21 73 23 - juliette.renaud@amisdelaterre.org - spécialiste du suivi des négociations pour un traité contraignant sur l'activité des multinationales
 - Swann Bommier, CCFD-Terre solidaire, 06 69 33 49 76 - s.bommier@ccfd-terresolidaire.org
-



Attac France - 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
france.attac.org

Facebook : Attac France (Officiel)

Twitter : [attac_fr](https://twitter.com/attac_fr)

01 56 06 43 60 06 75 44 81 62